



Appel de l'interfédérale du 10 avril

La journée du 10 avril est marquée par l'amplification de la mobilisation dans les universités, pour le retrait de la loi sur « L'Orientation et la Réussite des Etudiants ».

Les AG rassemblant les étudiants et les personnels sont de plus en plus nombreuses, elles expriment leur détermination à mettre en échec la loi Vidal et les réformes gouvernementales qui ne visent qu'à trier les élèves selon des critères locaux, qu'à détruire les diplômes nationaux et les statuts des personnels : 1500 à Paris 3, 1500 à Rennes II, 1300 à Nantes, 1200 à Lyon 2, 900 à Strasbourg, plus de 600 à Lille... Les blocages et occupations se développent sur plusieurs sites.

Nos organisations condamnent fermement les violences policières. Avec l'intervention des CRS à Nanterre le 9 avril et les menaces sur Tolbiac, le gouvernement vient de franchir un cran supplémentaire dans la répression, et la remise en cause des franchises universitaires, du droit de se réunir et de faire grève. Les universités doivent rester des espaces de débats démocratiques et de liberté. Après avoir été entendus par le substitut du procureur, trois étudiants de Nanterre sont sous le coup de poursuites judiciaires, nous exigeons leur levée.

Parallèlement aux assemblées générales, un nombre croissant de personnels, dans des départements et des instances d'UFR, refusent d'organiser le tri des élèves considérant que le seul critère de sélection, c'est le bac. Nos organisations soutiennent cette démarche et appellent à sa généralisation.

La réforme du lycée dont les projets sont en cours de finalisation par le ministère de l'éducation nationale est cohérente avec la loi ORE et la réforme du baccalauréat. Elle organise une baisse des heures d'enseignements et un tri social des lycéens en vue de la sélection à l'entrée dans le supérieur. De même, le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » organise le démantèlement du lycée professionnel et du service d'orientation scolaire (psychologues de l'éducation, CIO, ONISEP et DRONISEP). Nos organisations demandent le retrait de ces projets.

Nos organisations apportent leur soutien total aux cheminots en grève, qui font bloc contre le projet de destruction de leur statut et d'ouverture à la concurrence. Leurs revendications sont les nôtres. En défendant leur statut, ils défendent le service public. C'est aussi le service public que défendent les étudiants et les personnels mobilisés pour le retrait de la loi ORE, Parcoursup et de la réforme du baccalauréat et du lycée. Nous appelons les personnels et les étudiants à soutenir la grève des cheminots en adoptant des motions et en organisant la solidarité financière.

Nos organisations appellent à soutenir et à participer à la mobilisation du 19 avril.

Nos organisations contribuent aux mobilisations en cours, appellent à multiplier les AG et amplifier la mobilisation.